

Provocation ou cri de cœur?

L'ancien président et candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, Mohamed Khouna Ould Haïdalla, et neuf personnalités de son entourage, viennent de lancer, le 30 mai dernier, un "appel pour le changement en Mauritanie". Dans ce document qui porte leurs noms et leurs adresses téléphoniques et qui, selon eux, est ouvert à tout ceux qui veulent le signer, ils dressent un tableau sombre de la situation du pays: blocage politique, crise économique et sociale aiguë... et absence de perspective. Face à cela, les signataires de l'appel invitent le président de la République, "qui porte l'immense fardeau de l'avenir de notre pays", à faire preuve "de capacité de recul, de sens du sacrifice, de patriotisme..." pour changer de cap en s'engageant résolument en faveur des réformes de fond, ou de démissionner et laisser au peuple "le soin de choisir librement les hommes qu'il juge capables de nous sortir de cette crise". Provocation ou démarche sincère? Personne n'accepte vraiment de répondre à cette question, même si les auteurs de cette initiative jurent qu'ils ne sont intéressés que par l'avenir du pays qui, selon eux, est sérieusement mis en danger par les agissements du régime. Mais si tel est le cas, les signataires ont-ils réellement entrepris la meilleure voie pour arriver à leur objectif? Certainement pas. En effet, le destinataire de cet appel, c'est-à-dire le président de la République, très sensible aux formes, risque d'assimiler cette démarche à un défi. Cela est d'autant plus probable que l'initiative est animée par des personnalités qui ont été accusées, à tort ou à raison, d'avoir cherché à renverser le régime, à travers le fameux Grab 1.

Même si la situation du pays n'est pas des plus brillantes, des commentateurs estiment que cette initiative va perturber davantage le climat politique et s'interrogent sur le véritable mobile de ses initiateurs et sur l'opportunité d'une telle démarche qui a toutes les chances de produire les effets contraires. Ils vont même jusqu'à dire que certains opposants, en panne d'imagination, ont pris l'habitude d'agir de manière irréfléchie et insensée pour masquer leur échec politique et leur manque d'initiative. Et classent volontiers ce dernier acte de fanfaronnade dont les auteurs ne possèdent pas les moyens ni la force nécessaires pour la mener à terme.

Provocation ou cri de cœur?

Suite de la Une

L'appel

"Depuis plus de deux ans, notre pays connaît une dangereuse instabilité. Putschs manqués, tentative de putsch, putschs imaginaires, arrestation et emprisonnements des principaux leaders politiques, tortures, procès bidons, fraude électorale, refus de reconnaissance et interdiction de partis politiques, rien ne manque à la panoplie pour illustrer cet inquiétant tournant.

Aujourd'hui, cette dérive atteint un paroxysme qui n'a plus rien à voir avec ce que nous avons connu par le passé car on touche cette fois à ce que les Mauritaniens ont de plus sacré. Depuis un mois, le régime s'est lancé d'une manière inattendue et inexplicable dans une véritable campagne d'inquisition et d'acculturation: Les mosquées sont profanées, le Coran est interdit de voie publique. Les femmes sont privées de leur liberté de choix vestimentaire, les ulémas et les imams dont l'illustre savant Mohamed El Hacene Ould Eddedew, sont arrêtés et, pour certains, torturés. Bien sûr, les hommes politiques et les militants de parti ne sont pas épargnés comme c'est le cas pour le président du conseil national du PCD, Mokhtar Ould Mohamed Moussa, et ses amis inculpés ou recherchés.

Cette situation catastrophique n'est pas le produit du hasard ; au contraire elle consacre l'aboutissement d'un processus et son moment d'inflexion.

Sur le plan politique, la situation nationale se déploie depuis toujours sous le sceau de l'exercice en solitaire du pouvoir, de l'exclusion, de l'intolérance et de l'absence de volonté de dialogue. Les libertés publiques et individuelles sont continuellement bafouées. L'opposition, malgré sa grande popularité qui ressurgit à l'occasion de chaque échéance électorale, est assiégée sur tous les plans. Le sort de ses dirigeants

s'apparente au déni de citoyenneté. Elle n'est tolérée que dans la mesure où elle accepte de servir de décor et de façade.

Sur le plan économique, l'absence de politiques de répartitions équilibrées, l'inflation, le chômage, la corruption et le népotisme nourrissent des différentiations sociales explosives. L'oligarchie dominante et ses réseaux confisquent à leur profit l'essentiel du patrimoine national.

Sur le plan social, on observe, partout dans nos villes et dans nos villages, une nette dégradation des mœurs et des solidarités illustrée par la misère et la multiplication des vols, des meurtres et des viols. Le bas de gamme, les malversations, et la mauvaise conception, caractérisent nos systèmes d'éducation et de santé. La stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme emprunte de plus en plus au mauvais folklore.

Sur le plan de l'environnement institutionnel, chacun le sait, la déliquescence de l'administration et de l'appareil judiciaire et leur insensibilisation au profit de "pouvoirs publics" leur ôtent leur vocation de tutelles régulatrice au service du citoyen.

Bref, la fracture est énorme. La faillite est totale. Et par déduction, l'instabilité inéluctable.

Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins.

En tout état de cause, à ce dangereux carrefour de notre histoire, une seule personne porte l'immense fardeau de l'avenir de notre pays : le chef de l'Etat.

Ou il continue sur la lancée actuelle de ses politiques et dans ce cas de figure, il ne fait plus aucun doute que la Mauritanie s'achemine vers un chaos qui n'épargnera personne.

Ou au contraire, faisant cette fois-ci preuve de capacité de recul, de sens du sacrifice, de patriotisme et de volonté, il décide de changer radicalement de cap et d'assumer ses responsabilités soit en s'engageant résolument en faveur de réformes de fond ou le cas échéant en démissionnant, laissant ainsi le soin au peuple de choisir librement les hommes qu'il juge capables de nous sortir de cette crise.

Les signataires :

Mohamed Khouna Ould Haïdalla	6735272
Bouna Kane	6561371
Ahmedou O. Sidi Ould Hanenne	6663777
Haba Ould Mohamed Vall	6343305
Diawara Gagny	6609716
Mohamed Abdellahy Ould Karchy	6307405
Dr Cheikh Ould Horma	6401114
Aw Alioune	6457105
Sidi Mohamed Ould Khattry	5695202
Tandia Cheikh Sidya	6478405